



Les livres, Les revues, etc.

Journal for the Study of Radicalism
Vol. 8, n° 1 (printemps 2014)
Numéro sur la Nouvelle Droite
française

Cette revue universitaire examine l'étonnante variété de mouvements qui se disent « révolutionnaires » et déclarent vouloir changer la constitution et l'ensemble des valeurs, des hiérarchies et des institutions d'une société donnée. Chaque numéro de ce périodique semestriel examine un de ces courants, qu'il s'agisse de l'évangélisme ou de l'anarchisme. Le présent numéro est centré sur la Nouvelle Droite française, il analyse ses caractéristiques et signale ses différences par rapport aux mouvements dont on la rapproche, en France ou ailleurs, et ses oppositions plus ou moins internes, comme l'affrontement d'une droite européenne avec une droite ultranationaliste. La revue des livres (de langue anglaise) qui complète le thème principal présente, entre autres, un ouvrage sur les expérimentations révolutionnaires menées par Errico Malatesta dans les années 1889-1900 en vue de donner un sens à l'anarchisme, un livre sur les réseaux anarchistes transatlantiques au temps de Haymarket (dans les années 1886) et un autre sur la contre-culture musicale à San Francisco dans les dernières années des *Sixties*.

Pour revenir au thème central, trois articles permettent d'approfondir quelques-unes des dynamiques de la Nouvelle Droite. Le premier, de Tamir Bar-On, présenté comme le principal spécialiste anglophone de ce mouvement, examine ses positions par rapport à la droite et la gauche. Le suivant, de Massimiliano Capra Casadio, souligne le caractère « métapolitique » des mouvements italiens et français. Le dernier aborde un thème diffus mais rarement discuté, l'influence de « la Tradition, » et en particulier de Julius Evola. Ces trois études sont complétées par l'interview de l'éditeur londonien Aktos qui publie des ouvrages d'auteurs de la Nouvelle Droite. Enfin, un dossier signé par Alain de Benoist, fondateur du GRECE (Groupe de recherche et d'études pour la civilisation européenne), répond à la critique de Tamir Bar-On.

Le débat majeur qui oppose Tamir Bar-On et Alain de Benoist retiendra ici notre attention. Il pose deux questions : la Nouvelle Droite est-elle un parti politique ou un groupe de penseurs qui affirment dépasser l'opposition gauche-droite ? Quelle est sa position par rapport à la nouvelle modernité ?

Tamir Bar-On, professeur canadien à l'*Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores* de Monterrey, rappelle brièvement

quelques configurations des extrêmes droites françaises, repère des différences et des incompatibilités. Il discute du caractère singulier de la Nouvelle Droite, qui se présente sur le terrain de la philosophie et entend se différencier des partis politiques. Il souligne qu'elle s'oppose au socialisme, mais aussi au libéralisme et au conservatisme anglo-américain.

Ce courant table sur le rejet actuel de la mondialisation capitaliste, de l'impérialisme, de la société patriarcale et il déclare rejeter le racisme. Il réclame la démocratie directe, l'usage du référendum et l'application du principe de subsidiarité. Il partage ainsi des positions communes avec la gauche politique, mais il s'en éloigne par son rejet de l'*homogénéisation* et de l'*universalisme*, au nom de l'*inégalité* inhérente du monde. Les humains ne sont égaux ni biologiquement, ni culturellement. Il convient donc de reconnaître la diversité des cultures.

Le mouvement est-il donc à gauche ou à droite ? Est-il politique ou philosophique ? Tamir Bar-On répond en énumérant quatre caractéristiques essentielles qui, selon lui, définissent l'ensemble de la Nouvelle Droite :

1. Elle constitue un mouvement quasi fasciste destiné à répondre à l'antifascisme.
2. Elle remet en cause la distinction droite-gauche.
3. Elle ne rejette pas la modernité mais ses variantes néo-libérales et socialistes et en propose une alternative révolutionnaire.
4. Enfin, si elle se revendique du paganisme, elle témoigne d'une « religion du politique ».

Ainsi, au-delà du terrain culturel, « métapolitique, » la Nouvelle Droite est révolutionnaire dans le sens où Éric Hobsbawm définit la révolution comme un changement politique absolu avec la volonté d'introduire une nouvelle époque dans l'histoire humaine.

Polémiste averti, Alain de Benoist commence par mettre en cause la crédibilité de Tamir Bar-On. Selon lui, ce principal spécialiste anglophone de la Nouvelle Droite n'a produit qu'une compilation impressionniste de données disparates ; il ne cite que des sources secondaires et seulement un très petit nombre d'ouvrages du mouvement. Il veut circonscrire le mouvement dans la sphère du politique pour établir à tout prix l'équation Nouvelle Droite = Droite politique = Extrême Droite = Fascisme.

Or la conception binaire, droite-gauche, de la politique, ne prend pas en compte l'existence d'un centrisme qui a souvent joué un rôle considérable en Europe. Et si la droite et la gauche ont bien existé dans l'histoire, ce classement n'a plus aucun sens aujourd'hui.

Alain de Benoist maintient que réduire la Nouvelle Droite à un parti politique c'est écarter l'ensemble de ses travaux qui couvrent aussi bien la physique théorique que la philosophie du droit, l'histoire de l'art, la théorie de l'écriture cinématographique ou le féminisme. L'examen de la Nouvelle Droite doit commencer par l'examen de sa *philosophie*. Au lieu de chercher dans quelle figure politique il faut la classer, il convient d'établir la valeur de vérité des propositions qu'on discute.

Selon de Benoist, la Nouvelle Droite ne rejette pas l'égalité administrative, légale et politique de tous les citoyens. Elle reconnaît l'héritage républicain de 1789 mais rejette le jacobinisme et l'influence des Lumières. Elle ne critique pas les Droits de l'homme, mais l'idéologie qui les soutient, l'universalisme qui pose l'individu en « sujet abstrait universel ». Ce rejet catégorique se fonde sur une approche philosophique de la nature en général et de la société humaine en particulier. Il n'existe pas d'égalité biologique, morale ou spirituelle.

Comment résoudre ce problème des inégalités ? Par le rejet des idées universalistes et abstraites et en traitant le politique comme un domaine totalement autonome : les libertés politiques doivent être défendues politiquement et non par des arguments éthiques ou légaux. L'égalité politique ne se confond pas avec l'égalité comme valeur. Reprenant les positions de Raymond Aron, Alain de Benoist considère que la politique réelle ne correspond pas à des normes idéales mais à ce qui est faisable, qu'il s'agisse de la distribution des tâches, des emplois, des revenus, des biens matériels et culturels ou de la distribution des mérites.

Les références essentielles ont donc changé. On cite Che Guevara plutôt que la monarchie. On ne rejette plus l'héritage républicain, mais le jacobinisme, et l'on défend la laïcité.

On déclare abandonner l'universalisme. Mais ce dernier mot est bien ambigu. Il peut signaler des généralisations abusives. Ou signifier qu'il existe des vérités universelles. Alain de Benoist

reconnaît qu'il y a des aspirations essentielles, et donc communes (pour ne pas dire universelles), mais, selon lui, les différences entre les cultures ne sont pas secondaires et transitoires parce que celles-ci donnent des réponses différentes à des questions essentielles. Il préconise le communautarisme et un réenchantelement du monde par un retour au sacré qui s'accomplira par un retour aux origines et aux mythes fondateurs.

En traversant le miroir de la philosophie, on débouche donc malgré tout sur une vision politique à laquelle toute l'humanité doit se soumettre. Un monde indifférencié serait assurément une catastrophe, mais les différences entre les cultures ne sont pas si essentielles puisque les cultures ne sont pas éternelles. D'autres apparaissent, qui peuvent se différencier à l'infini.

Les thèmes essentiels d'un discours sur la victimisation – les drames de l'immigration, du capitalisme, etc. – servent à exalter des cultures pétrifiées. On instaure le communautarisme, mais aussi une échelle de souverainetés. On préconise l'autonomie à partir de la base, mais cette base doit strictement obéir aux valeurs de la communauté d'appartenance. Qui désignera le citoyen et sur quels critères ? On soupçonnera alors l'existence d'une hiérarchie de décideurs, bref un nouvel Ordre international. On conclut de ce que le groupe est plus que la somme des individus qui le composent, que le groupe doit être sacralisé. Et on rétablira une nouvelle échelle sociale par la distribution des tâches, des revenus et des mérites.

Au lieu d'ouvrir la voie à cette force, à ce désir légitime d'un développement harmonieux de toutes les aptitudes personnelles et les possibilités ouvertes par l'action collective, au lieu d'une éthique *intérieure*, vécue collectivement dans une situation particulière, une éthique de l'autodétermination et de l'émancipation individuelle et collective, on se retrouve enfermé dans une éthique imposée de l'extérieur. Le totalitarisme du néo-libéralisme est remplacé par un nouveau dis-

cours de vérité, fondé sur la philosophie. Car si « les idées jouent un rôle fondamental dans les consciences collectives » comme le proclame le *Manifeste de la Nouvelle Droite de l'an 2000*, quand ces idées deviennent majoritaires, et même hégémoniques, l'opinion publique ou le bras séculier d'une communauté dotée du monopole de la violence écrasent les individus, les minorités et les peuples qui tentent, tant bien que mal, de vivre autrement.

RONALD CREAGH

**Philippe Coutant, *Gérer sa vie*
Éditions de la Gréneraie, 2014, 178 p.**

Lors d'une émission (Achaïra sur la Clé des ondes à Bordeaux, en septembre 2012), nous avons consacré une chronique à un texte de Philippe Coutant intitulé « De la force de travail au capital humain », formule reprise en sous-titre du livre de Philippe : *Gérer sa vie*.

Cette publication est la refonte légèrement modifiée d'un mémoire de master 2 dans lequel Philippe Coutant développe la réflexion déjà largement esquissée dans le premier texte.

Nous savons que le capitalisme est en perpétuelle évolution ; le stade actuel qualifié de postmoderne prendrait la place du capitalisme industriel en introduisant une notion qui affirme notre liberté dans son processus et en instaurant une nouvelle « norme » : la gestion individuelle qui remplacerait la norme du travail. La « vie » de chaque individu serait alors à considérer comme un capital à faire fructifier, comme une entreprise à

gérer. Bien sûr, le travail continue d'exister sous la domination ; de même que la libre entreprise, la propriété privée, le profit et le salariat ; il ne s'agirait donc que de gérer son aliénation et sa servitude, la structure profonde du capitalisme restant intacte.

Dans son précédent texte, Philippe Coutant décrivait déjà cette norme comme « la mise en place d'un nouveau modèle productif dans le capitalisme industriel ».

Pour appuyer sa thèse, il se réfère à un certain nombre d'auteurs, mais essentiellement à Michel Foucault analysant l'exploitation du corps et de l'esprit par les dominants (il s'agit de discipline et d'obéissance) ; puis à André Gorz qui avait puisé chez Marx l'idée que la force productive ne serait plus le travail physique, mais la cognition, partie subjective, mentale et immatérielle du capitalisme, avec une « prédominance de l'individu » qui se gère.

Si le capitalisme évolue, l'être humain également évolue ; et l'auteur cite Norbert Elias pour décrire une montée de l'individualité moderne vers la liberté à partir de l'esclavage et du servage ; une

liberté individuelle qui paradoxalement s'est construite en s'appuyant sur la collectivité en lutte.

Mais c'est surtout à Foucault que notre auteur renvoie pour dire qu'il n'y a pas qu'un pouvoir unique, un pouvoir massif, mais tout un archipel de pouvoirs – sans l'exercice d'une violence directe. Des pouvoirs contre lesquels il faudra lutter pour disposer de son corps ; corps qui est alors la seule force de travail. Justement, ce « gouvernement de soi implique une distance vis-à-vis de ce qui tend à nous discipliner et nous normaliser ». C'est la voie de la résistance. Et puisque le lieu du conflit c'est la vie, la lutte ne se cantonnera plus sur les lieux du travail mais s'élargira à la vie entière ; et les nouveaux mouvements sociaux se caractériseront, entre autres, par des luttes immédiates qui n'attendent pas le Grand Soir.

À quoi s'ajoute l'idée qu'annonçait André Gorz dès 1980 : la classe ouvrière ne peut plus être le sujet révolutionnaire.

Gorz met aussi l'accent sur la fluidité du système de Ford qui articulait la production de masse avec la consommation de masse ; une consommation encouragée par les banques et génératrice du crédit. Car, pour conforter son emprise sur les sujets, le capitalisme a ainsi développé un certain nombre de dispositifs de consommation, des « injonctions de jouissance » ; mieux, il « produit » le consommateur qui sera incité à pratiquer le crédit, c'est-à-dire les dettes, source moderne de la soumission.

Le passage au postfordisme se fera avec les notions de flux tendu, de flexibilisation, d'externalisation, de mondialisation,

ouvertures diverses à la reconquête du capital sur le travail, un capitalisme suffisamment souple, capable de récupérer les critiques pour se les incorporer.

Surtout, ce passage se fera par la révolution informatique où l'« immatériel » s'imposera. Si le prolétaire est toujours là, il est éparpillé, « tiers-mondisé ».

À ces analyses, il faut intégrer l'existence d'un capitalisme financier insaisissable avec l'argent comme marchandise. C'est l'autre aspect de la réalité du monde.

L'ensemble de ces agencements et l'atomisation des sujets conduisent à l'idée que « le plan social n'existe plus », que le collectif n'entre plus en ligne de compte, ni la solidarité, remplacés par une politique de l'individu où les protections sociales sont démantelées. L'être humain est alors seul, impuissant et résigné ; mûr pour la dépression, pour la mort.

Pour aborder cette « détresse existentielle », l'auteur se réfère alors à Félix Guattari et à l'expérience de Marie Pezès sur le stress des salariés.

D'autres auteurs sont sollicités à propos, par exemple, de la psychologisation des rapports sociaux qui vise tout simplement à détruire la solidarité sociale et syndicale : « D'un droit ouvert par le travail antérieur et les cotisations versées pour une protection gérée de façon collective, nous sommes passés à une notion d'assistance individualisée. »

Il faut bien comprendre que, au sein du capitalisme d'aujourd'hui, « la liberté n'est jamais une fin, même si le constat est paradoxal, elle est un moyen de dominer et d'exploiter ».

ANDRÉ BERNARD

Guillaume Davranche,
Trop jeunes pour mourir
Paris, Libertalia et L'Insomniaque,
2014, 543 p.

Fruit de huit années de recherches à travers les rapports policiers, la presse, les mémoires de militants ou l'historiographie, cet ouvrage étudie le mouvement ouvrier et révolutionnaire français de 1909 à 1914. Une chronique fouillée, vivante et bien faite, ni la syndicalisation féminine ni l'antisémitisme ne sont oubliés.

« Les faits parlent d'eux-mêmes », annonce l'auteur. Pas un livre à thèse donc. Mais une histoire qui *dit* pourtant les prémices d'une subordination au pouvoir politique d'un syndicalisme qui, avant de s'abandonner à l'Union sacrée, se recentre face à la montée en guerre, au parlementarisme socialiste et à la structuration anarchiste. L'évolution de Gustave Hervé, le fondateur en 1906 de *La Guerre sociale* qui constitue pour l'anarchisme « une caisse de résonance d'une puissance sans pareille » est à cet égard caricaturale.

À partir de 1911, Hervé prône le militarisme révolutionnaire puis le lien parti-syndicat et le réformisme patriotique. Unis en 1910 dans une grande campagne abstentionniste, libertaires et hervéistes se divisent. Les premiers rejetant le Parti révolutionnaire forment la Fédération révolutionnaire communiste puis la Fédération communiste anarchiste (FCA) qui répudie l'individualisme et l'illégalisme. L'élan syndicaliste révolutionnaire s'épuise. La FCA préfigure en quelque sorte « la pensée anarcho-syndicaliste de l'entre-deux-guerres » et veut impulser un élan

libertaire à la CGT car « les socialistes eux n'ont pas renoncé à domestiquer le mouvement ouvrier. ». Certains anarchistes sont attachés à l'unité ouvrière, d'autres font prévaloir leurs idées. Attaques contre le modérantisme, le fonctionnarisme, la « réduction pragmatique » de l'action directe au corporatisme : la CGT en crise doit retrouver son idéal.

En 1910, elle s'oppose aux socialistes qui soutiennent une loi sur les retraites par capitalisation. En 1912, des leaders confédéraux écrivent une lettre ouverte à Jaurès : « Un parti comme le vôtre n'a sa raison d'être que s'il gravite autour de l'État ; un mouvement comme le nôtre ne se justifie que s'il agit au sein même du prolétariat, dressé contre l'État. » Mais à l'été 1913, la CGT entame une rectification de tir et se démarque des anarchistes. Les élections de 1914 marquent une poussée du PS. Le bellicisme provoque un rapprochement de la CGT avec les socialistes aux dépens des libertaires et un brouillage de l'antimilitarisme de l'organisation. Celui-ci a pourtant été extrêmement actif, du *Nouveau Manuel du soldat* (1902) aux multiples actions antimilitaristes. Grâce notamment au Sou du soldat, les déserteurs et insoumis sont 80 000 en 1911. Sous la pression des modérés, la CGT adopte en 1908 une position alambiquée. Un spontanéisme tactique qui sera déterminant. En cas de guerre, la confédération risquant la décapitation n'appellera pas à la grève générale révolutionnaire : la responsabilité en incombera aux travailleurs eux-mêmes.

La FCA vivement réprimée déploie une intense campagne préconisant le sabotage de la mobilisation et l'insurrection.

Les tentatives de la CGT pour agir avec un syndicalisme allemand soumis à la social-démocratie (SPD) posent aussi de façon cuisante la question des rapports du mouvement ouvrier au politique. La confédération allemande conditionne toute action à une entente avec le PS et le SPD. La CGT oscille entre conciliation avec le parlementarisme (1911), autonomie (1912) et refus de participer à un congrès international syndicaliste révolutionnaire (1913).

Le primat du politique sur le social, c'est surtout un mouvement ouvrier qui évolue dans une atmosphère patriotique « saturée d'agressivité guerrière » alimentée par la grande presse, la pression des nationalistes et une accentuation du militarisme inscrite dans le quotidien même : parades militaires, extension du service de deux à trois ans. Contre cette dernière mesure, les casernes se rebellent en mai 1913. La dissolution de la CGT jugée responsable est évoquée. La répression massive sévit dans 88 villes. Le carnet B tenu par

l'État recense plus de 15 000 militants antimilitaristes. L'armée prépare deux camps de concentration à leur intention. La CGT choisit alors la prudence réformiste.

À l'approche de la guerre, la logique étatique neutralise une CGT intoxiquée et intimidée qui pense via le PS que l'État œuvre à la paix et croit à une vaste rafle basée sur le carnet B. La position sur la grève générale est rappelée puis n'est plus évoquée par les leaders. Des manifestations pacifistes importantes se déroulent mais les socialistes dissuadent la CGT d'accélérer le mouvement. Jaurès assassiné, les dirigeants craignent un massacre d'antimilitaristes, se soumettent totalement au PS et ne tentent rien. Le gouvernement reconnaissant n'applique pas le carnet B. La FCA est dispersée mais nombre d'anarchistes prendront part à des actions pacifistes y compris des individualistes.

ALEXIS BONNET

Comité invisible, À nos amis, La Fabrique, 2014, 250 p.

Le 31 janvier 2015, la librairie lyonnaise libertaire La Gryffe a organisé un débat autour du livre du Comité invisible, *À nos amis*. Une des interventions introductives à ce débat servira ici de premier compte-rendu – même trop rapide – d'un texte important pour le projet révolutionnaire et, plus particulièrement, pour la pensée libertaire.

* * *

Le collectif de la librairie La Gryffe est très heureux de l'organisation d'un débat

autour du livre *À nos amis*. Parce que nous sommes un certain nombre à avoir aimé ce livre ; parce qu'il fournit une lueur d'espoir dans les obscurités qui nous entourent. Mais aussi pour des raisons politiques à la fois plus immédiates et plus fondamentales sur lesquelles je voudrais dire quelques mots, à titre personnel, pour contribuer à la discussion qui va suivre...

Pour ma part donc, en tant que militant de la Gryffe, et à côté de quelques critiques sur lesquelles je vais revenir, l'intérêt du livre *À nos amis* porte sur l'évidence d'une affinité de pensée et d'action plus que possible entre un collectif comme

le nôtre qui se réclame explicitement de l'anarchisme et un texte qui, pour de bonnes raisons selon moi, se méfie de toute orthodoxie idéologique, refuse toute surdétermination idéologique.

Cette affinité et ce lien possibles entre le livre *À nos amis* et un projet comme celui de La Gryffe, on ne les trouve pas seulement dans l'analyse de la situation où nous sommes. On les trouve également dans un vocabulaire en grande partie commun, de plus en plus commun. Or avoir un vocabulaire en commun n'a rien de secondaire dans la mesure même où les mots que nous employons contribuent toujours à exprimer une vision du monde, un monde partagé. Ce vocabulaire commun et la communauté de vie et de projet qu'il implique, j'en donnerai quatre exemples.

Le premier est sans doute le plus important. Il porte sur l'idée de liberté, et le livre *À nos amis* le résume dans une idée très simple : la liberté est une force. La liberté est une puissance. Dans cette définition, la liberté n'est plus la liberté idéaliste, abstraite et obligatoire du « libre arbitre » que dénonce si souvent Bakounine. La liberté du citoyen allant voter ou faire ses courses dans une grande surface. Pour *À nos amis* comme pour l'anarchisme la liberté est une puissance d'être et d'agir. Non plus une liberté sous contrôle, octroyée par Dieu, la Loi, l'État et le Marché, mais une liberté physique et sensible, prise dans les choses, qui sort directement de l'agencement matériel des situations et des événements.

1. Il s'agit d'une édition pirate format 26 x 19, sans date ni nom d'éditeur.

Le second exemple de ce caractère commun du vocabulaire de l'anarchisme et de *À nos amis*, on peut également le saisir dans les notions de « forces collectives », de « puissance collective », de « puissance commune », je cite toujours *À nos amis*. Des notions essentielles à la pensée de Proudhon et dont on devine en quoi elles peuvent donner force et signification à un grand nombre de pratiques de par le monde. La Gryffe est une force collective, composée de forces collectives qui s'associent, tant bien que mal comme on dit. Le réseau militant de *À nos amis*, est une force collective, etc. Le mouvement révolutionnaire lui-même est une composition de forces collectives dont il est l'expression et la résultante. Une « libre association de forces libres », disait Bakounine.

Troisième idée commune entre le projet libertaire de la Gryffe et *À nos amis* ; l'idée que tout se joue dans les relations immédiates, dans le caractère sensible des relations immédiates, des affects et des affections, des haines et des solidarités. Cette immédiateté des relations, là où tout se joue, est très souvent affirmée dans *À nos amis*, mais il suffit d'avoir une connaissance même superficielle de la façon dont est né le mouvement libertaire, au sein de la Première Internationale, pour saisir, de façon immédiate pour le coup, l'affinité entre l'anarchisme et le Comité invisible.

Quatrième et dernière idée commune entre *À nos amis* et la pensée libertaire. On la trouve plus particulièrement page 82 de mon exemplaire ¹ et je voudrais en citer quelques passages. Le texte de *À nos amis* n'est pas toujours de lecture facile. Mais comme chacun le sait par expérience, en

amour comme pour le reste, les choses importantes sont difficiles à dire. En l'occurrence, ça vaut le coup de faire un effort d'attention et on pourra peut-être y revenir dans la discussion. Cette quatrième idée commune entre la pensée libertaire et le texte de *À nos amis* porte sur l'importance des conflits comme reconnaissance de « l'altérité », dit le Comité invisible ; le conflit et les tensions comme logique des relations entre « puissances hétérogènes ». Le conflit, comme affirmation d'une « irréductible pluralité de formes de vie » dont rien ne permet « de présager de l'issue de leur rencontre » ; le conflit à l'intérieur même des êtres collectifs comme fondement de ce qui les constitue, y compris ces êtres collectifs et contradictoires que sont les êtres humains. En effet, et comme le rappelle le Comité invisible, « nous ne sommes pas des individus unifiés dotés d'une identité définitive comme le voudrait la police sociale des rôles, mais le siège d'un jeu conflictuel de forces dont les configurations successives ne dessinent guère que des équilibres provisoires ».

En entendant ces paroles certes très théoriques mais passionnantes, Proudhon a dû se retourner dans sa tombe ; mais de joie pour le coup. On dira que tout ceci est très abstrait, mais comment un projet comme celui de la Gryffe pourrait-il ne pas se reconnaître dans des formulations à la fois familières et nouvelles. Les conflits, la reconnaissance ou la négation de l'autre, l'affirmation du multiple et du différent, la Gryffe en connaît quelque chose ; en se désespérant parfois, alors même que son projet implique directement cette conception particulière du conflit, de la

contradiction, de la multiplicité et de la différence des points de vue et des modes d'être, non plus sur le terrain mensonger du libéralisme, des goûts et des couleurs, d'une liberté abstraite et idéaliste, mais comme confrontation de forces et de puissances, et donc de libertés.

J'en arrive aux critiques ou plutôt aux questions que pose *À nos amis*. J'en vois une principale.

Elle porte sur les rapports entre une analyse de plus en plus approfondie de la réalité du monde où nous vivons et les moments révolutionnaires s'efforçant de le transformer. Comme le montrent les quatre points que je viens de souligner, ces rapports entre réalité du monde et Révolution se laissent de mieux en mieux deviner depuis *L'insurrection qui vient*. Mais avec Sade on a envie de s'écrier « encore un effort pour être républicain ! ».

Il n'y a plus de « sujet révolutionnaire », dit *À nos amis*, plus de messie dont le message et les mystères seraient détendus par une Église, un parti ou des savants charismatiques. Et là on ne peut être que d'accord et heureux d'être débarrassé de l'histoire providentielle et déterministe du marxisme. Mais n'y a-t-il pas un risque de substituer à ce sujet objectif de l'histoire l'affirmation *ex nihilo* d'une position (ou d'une posture ?) révolutionnaire tranchante, dure, lucide, savante, hautaine, professionnelle, volontariste, qui réintroduirait subrepticement la conception idéaliste d'une liberté transcendante dénoncée par ailleurs ? La question n'est pas complètement nouvelle ni propre au Comité invisible : on la retrouve dans l'expérimentation anarchiste, sous le nom de

« minorités agissantes ». Quelle doit être la relation entre les « minorités agissantes » et l'ensemble des autres forces et pratiques émancipatrices ? Ce sont des questions qu'il serait peut-être utile de discuter.

Il est vrai que *À nos amis* propose également une autre solution qui fait écho aux expériences passées, sur laquelle on peut être en partie d'accord. Dans cette seconde solution, le sujet de la révolution trouverait un corps ou une réalité matérielle dans le processus révolutionnaire lui-même. Sur ce point, *À nos amis* propose une formule très forte et très heureuse pour une oreille libertaire : le sujet révolutionnaire ne préexiste pas à la révolution, il en est la résultante. Mais la résultante de quoi ? Là encore il faudrait discuter une proposition qui risque toujours de nous ramener au vieux modèle dualiste dénoncé par ailleurs : le dualisme entre instituant (la révolution) et institué (le monde à changer), entre indéterminé et déterminé, hétéronomie et autonomie, en soi et pour soi, être et néant, etc. ; là où la liberté humaine surgirait on ne sait comment d'un lieu « vide »

(Lefort), *ex nihilo* (Castoriadis), d'une « décompression de l'être » ou d'une « néantisation » (Sartre) et, dans tous les cas de choix transcendants et autre contingence absolue.

D'où une dernière question que me semble poser *À nos amis*. Comment mettre en évidence la façon dont la révolution prend corps dès maintenant au sein de ce qui est, à l'intérieur de la multiplicité des forces et des manières d'agir et d'être ? Quels types de pratiques, de luttes mais aussi d'associations, de réseaux et de collectifs faut-il développer pour que cette révolution ait lieu ? pour qu'elle ait un lieu à elle ?

Cette dernière question ne s'adresse pas seulement aux réseaux et aux auteurs de *L'insurrection qui vient* et de *À nos amis*. Elle s'adresse également à un collectif libertaire comme la Gryffe mais aussi à beaucoup d'autres pratiques et communautés de lutte et de vie, en associant nos forces par exemple et en permettant ainsi, entre autres choses, de poursuivre la réflexion engagée par le livre *À nos amis*.

DANIEL COLSON

Jochen Knoblauch, *Marx vs. Stirner. Ein Versuch über Dienes & Jenes*, Édition AV, Lich/Hessen, 2014, 96 p.

L'ouvrage de Stirner, *L'Unique et sa propriété*, a été vivement critiqué par Marx, mais, comme cette critique a été publiée après la mort de Stirner, lui-même n'a pas pu y apporter de réponse. D'autres l'ont fait pour lui.

Les deux hommes avaient des positions très différentes concernant le chan-

gement du monde. C'est pourquoi, il semble étrange que Marx et Engels aient consacré tant d'énergie à réfuter les vues de Stirner. Ce sont les raisons de cet acharnement que l'anarchiste allemand Jochen Knoblauch examine dans son petit livre très informatif.

Max Stirner (1806-1856), pseudonyme de Johann Caspar Schmidt, a fait partie, à Berlin, du cercle des hégéliens de gauche, appelé « Die Freie ». Karl Marx (1818-1883) et Friedrich Engels (1820-1895) se

sont opposés à ce cercle. Stirner et Marx ne s'y sont jamais trouvés ensemble, Stirner ayant rejoint le cercle quand Marx avait déjà quitté Berlin. Quant à Engels, il doit avoir connu Stirner très brièvement.

Le livre de Stirner qui a provoqué tant de controverses, *L'Unique et sa propriété*, est paru fin 1844, même si l'année de publication officielle est 1845. Knoblauch explique que cette parution anticipée visait à éviter la censure : lorsque *L'Unique* a été saisi, il avait déjà été en grande partie diffusé. Il fut d'ailleurs rapidement remis en circulation avec la remarque que « le travail est trop absurde pour être dangereux ». Il y en eut ensuite plusieurs réimpressions.

En revanche, le texte de Marx et Engels dans lequel se trouve la critique de Stirner, *L'Idéologie allemande*, écrit dans les années 1845-1846, ne fut publié qu'en 1932. La partie contenant la critique de Stirner parut sous le titre de *St. Max* en 1903-1904. Les marxistes se moquaient de Stirner en l'appelant « Saint » ou même « Sancho » (pour Pança, l'écuyer de Don Quichotte). Cette propension à ridiculiser les idées libertaires s'est poursuivie chez les marxistes, léninistes et staliniens jusqu'aux derniers d'entre eux, écrit Knoblauch.

Sans entrer ici dans les détails – Knoblauch l'a fait pour nous dans son livre –, on peut poser la question : quel sens a eu pour Marx et Engels une telle férocité, voire grossièreté, vis-à-vis de Stirner ? La période durant laquelle les deux auteurs travaillaient sur le texte *L'Idéologie allemande* était importante pour l'organisation de leur pensée, pour le développement des fondements théoriques et philosophiques du parti marxiste. Ils

n'avaient rien à craindre de Stirner du point de vue organisationnel : si eux-mêmes pensaient la mise en place d'une grande organisation du travail dont ils auraient été les leaders, le texte de Stirner ne se réfère aucunement à une organisation du travail. Il se concentre sur l'individu, l'unique. Or, si vous êtes vous-même et si vous savez ce que vous voulez, vous n'avez pas besoin d'un leader. C'est la marque d'une personnalité qui dit : « Je ne veux ni diriger ni être dirigé », autrement dit, d'une personnalité libertaire. Marx et Engels cherchaient des partisans, de préférence serviles. Leurs descendants idéologiques comme Lénine, Staline, Mao ont repris cette attitude, et tous ceux qui ne voulaient pas suivre servilement en ont cruellement pâti. Des millions de personnes, sous la dictature du prolétariat, en sont mortes. Knoblauch fait remarquer que, si de toute évidence Marx n'est pas responsable du mal qu'ont commis Staline ou Pol Pot, il est bien responsable d'avoir formulé une idéologie dogmatique. La prétention scientifique sur laquelle il l'appuyait exigeait un type d'autorité dont l'acceptation devait nécessairement conduire à une catastrophe.

Selon cette perspective, Marx et Engels doivent avoir évalué l'idée stirnérienne comme une idée dangereuse. En effet, dans l'idée stirnérienne, l'individu résiste à la servitude volontaire, il crée sa conscience de soi, il prend ses décisions lui-même. Dans le meilleur sens stirnérien, l'individu est invité à se révolter. Marx et Engels avaient un autre projet en tête, qui impliquait un itinéraire différent, passant par la prise du pouvoir politique

et du pouvoir d'État. Aucune délivrance de l'esclavage ne pouvait avoir lieu ainsi — ce contre quoi précisément s'insurgeait Stirner. Plus tard il s'avéra qu'aucune des prophéties du socialisme scientifique marxiste ne s'est vérifiée, de sorte qu'il est totalement invalidé. La servitude est toujours là. Et Stirner vit toujours, puisque la lutte contre la servitude continue.

Knoblauch explique que Marx visait la quantité, ce qui le menait à penser en termes de *diriger les masses*. Stirner tenait à l'idée de « révolte de l'Unique », c'est-à-dire d'un *acte individuel*. Une véritable révolution ne peut se produire que par une association d'individus. Le *volontariat* garantit qu'on agisse en accord avec tout le monde, tandis que le *leadership* exige des disciples serviles, ce qui se traduira par une révolution imposant de nouvelles institutions coercitives. Le soulèvement au sens stirnérien a pour but de ne pas passer par des institutions obligatoires mais de gérer soi-même ses propres tâches.

Poursuivant son élaboration dans une optique stirnérienne, Knoblauch montre que les différences d'accent entre l'anarchisme individuel et social sont aussi des complémentarités. Il souligne, par exemple, la similitude entre les descriptions de la liberté chez Stirner et chez Bakounine. Pour les deux auteurs, la liberté de l'individu dépend de la mesure dans laquelle les autres individus sont libres. La liberté isolée est impensable pour tous deux. Knoblauch en conclut qu'il importe peu de savoir auquel des deux on se fie sur ce

point, opinion que je partage. Le peu d'importance de cette différence se manifeste également dans l'émergence des nouveaux mouvements sociaux depuis les années 1970, comme les initiatives de citoyens, les groupes locaux d'action sociale, les cantines, etc.

Ces chemins sont parsemés de vertus libertaires telles que la solidarité, la démocratie de base et la création de zones libérées. Un exemple récent en est le mouvement Occupy qui, sans être anarchiste, fonctionne suivant des lignes libertaires. « Nous sommes partout », déclare Knoblauch.

« Pour moi, en tant qu'anarchiste, la liberté c'est avant tout la suppression du pouvoir et des structures patriarcales. L'État n'y a aucun droit d'existence. Elle implique la communauté : la base tisse les liens communs grâce à l'interaction sociale ». On peut remarquer que pour tout cela aucune référence à Marx n'est nécessaire, et cela n'a rien d'étonnant pour Knoblauch : Marx était un représentant du XIX^e siècle tandis que Stirner était en avance sur son temps.

Knoblauch surprend même ses lecteurs par une comparaison musicale, où Stirner représente le punk opposé à l'escroquerie du rock'n roll ! Sans oublier qu'il inspira aussi des artistes comme les dadaïstes. Enfin, Knoblauch n'est pas avare en images ; à cet égard il offre un style plus léger que celui de Daniel Joubert, dont l'ouvrage portant le même titre¹ se concentre de manière plus détaillée sur la controverse entre les deux grands penseurs.

1. *Marx versus Stirner*, L'Insomniaque, 1997.

**Vincent Gerber et Floréal Romero,
Murray Bookchin : pour une écologie
sociale et radicale, Le Passager
clandestin, 2014, 92 p.**

La collection « Les précurseurs de la décroissance » propose des petits recueils d'extraits de grands penseurs qui, quel que soit le mouvement dans lequel ils s'inscrivaient, apportent des idées précieuses pour développer de nouvelles relations entre la production, la nature et les institutions humaines. Dans cette optique, on ne peut que saluer l'initiative de Vincent Gerber et Floréal Romero, tous deux zélés propagateurs de l'écologie sociale bookchinienne, d'avoir consacré un des titres de la collection à l'œuvre du penseur anarchiste de l'« après-rareté » et de « l'écologie de la liberté ». Ils ont remarquablement choisi les extraits exprimant au mieux la critique radicale du productivisme, du capitalisme, des mégapoles et de l'esclavage consumériste, mais aussi ceux, moins attendus, exposant la conception d'une technologie libératrice et la proposition politique du municipalisme libertaire, sans laquelle, selon Bookchin, toute réelle avancée écologique est impossible. Ces textes, solides et limpides, sont situés dans l'ensemble de l'œuvre par une présentation approfondie, qui montre comment Bookchin écartait déjà les fausses solutions telles que la culpabilisation des consommateurs, le verdissement de surface du capitalisme, le renforcement de la coercition étatique, toutes positions encore trop fréquentes dans les mouvements écologistes, y compris, en partie, chez les décroissants. Les auteurs mettent

aussi en évidence la globalité de cette pensée dont l'ambition était de reconstruire tous les aspects de la vie pour sortir d'une misère autant éthique et culturelle qu'économique. Enfin, ils n'ont pas esquivé les débats difficiles entre Bookchin et certains courants anarchistes, ni les raisons objectives pour lesquelles une proposition aussi radicalement émancipatrice a eu tant de mal à se faire connaître et adopter.

On peut espérer que ce petit ouvrage d'introduction en relancera la diffusion et contribuera à répandre, au-delà des cercles libertaires, l'analyse proprement anarchiste des dégâts écologiques, dont la synthèse tient en peu de mots : « Si nous voulons trouver les racines de la crise écologique actuelle, nous ne devons nous tourner ni vers la technique, ni vers la démographie, ni vers la croissance ou la seule influence d'une catastrophe. Nous devons nous tourner vers les changements institutionnels, moraux et spirituels sous-jacents à notre société humaine et qui ont produit la hiérarchie et la domination. » (extrait de *Toward an Ecological Society*, cité p. 27).

Signalons encore que, dans la même collection, la même année, Renaud Garcia a publié un *Pierre Kropotkine ou l'économie par l'entraide*, justifiant l'attribution de « précurseur de la décroissance » par le fait que « l'œuvre politique du "prince des anarchistes" propose une véritable "écologie urbaine" à travers l'image d'un habitat décentralisé, fondé sur la coopération et sur un balancement harmonieux des activités humaines ».

ANNICK STEVENS

**Élisée Reclus, *Les Grands Textes*,
choisis et commentés par Christophe
Brun, Champs Flammarion, 2014, 503 p.**

Le regain d'actualité d'Élisée Reclus dans l'édition contemporaine est loin d'avoir épuisé le sujet. Les éditions Flammarion l'ont bien compris qui, dans un format de poche, offrent aux lecteurs une nombre étonnant de documents, certains inédits. Ce regard vraiment neuf saisit, au-delà du militant anarchiste et du géographe, la quintessence de Reclus et de ses proches. Contrairement au titre éditorial de l'ouvrage, il ne s'agit pas de « grands textes » mais d'un cocktail raffiné de morceaux choisis, cueillis dans ses écrits publics et privés. Ajoutez une mine de renseignements inédits, parcourez une série passionnante de commentaires et vous comprendrez que, malgré l'abondante littérature récente sur le personnage, c'est un livre à se procurer absolument.

On découvrira d'abord jusqu'où va la bêtise des commentateurs de droite, en France ou aux États-Unis, les procédés qu'ils utilisent pour défaire la réputation de celui qui, en 1900, était sans doute en bien des lieux considéré comme le plus grand géographe du siècle. Des anecdotes éclairantes sur l'époque sont racontées : Reclus vient passer l'été de 1894 dans la station balnéaire de Knokke-Heist, en Belgique, et le curé saisit l'occasion pour prêcher contre lui.

L'impact de Reclus sur l'opinion de son temps a laissé des traces. Christophe Brun a dépouillé un nombre incroyable d'articles relatifs au géographe, il les resitue dans leur cadre historique, rectifie

discrètement certains points de vue d'autres spécialistes et choisit des passages particulièrement remarquables, souvent peu connus, complétés par des notes savantes. Il fait l'hypothèse qu'Hergé, dans *Tintin en Amérique*, aurait repris de Reclus le sobriquet de « Porcopolis », expliqué dans le passage sur Cincinnati du volume XVI de la *Nouvelle Géographie universelle*.

Il y a aussi des textes choisis de la correspondance de Reclus et de ses divers ouvrages. Et des citations savoureuses et peu connues, par exemple : « Je vis parce que j'agis ». On ne résiste pas au charme que dégagent aussi bien les textes de Reclus que les commentaires savants de l'auteur. En prime, le curieux trouvera des annexes qui offrent une vue d'ensemble de ses multiples phases, voyages et lieux de résidence.

L'ouvrage est divisé en grands thèmes, comme « Inexorable voyageur », « Légumiste et naturiste », etc. Le côté agréablement fantaisiste de l'ensemble fait d'autant plus regretter l'absence d'un index. Cet ouvrage est pourtant fort documenté et il est complété par une très importante bibliographie et dix annexes.

Le présentateur a établi par ailleurs une chronologie familiale (1796-2014) que l'on pourra consulter sur le site Élisée Reclus, <<http://raforum.info/reclus/spip.php?article455>>. Ce nouveau type d'étude aborde une famille élargie, à savoir la tribu reclusienne et son étonnant réseau de relations. Où l'on découvre la place importante des femmes – que Claire Auzias avait naguère signalé – mais aussi, enfin ! le père du héros. De quoi alimenter de nouvelles recherches.

RONALD CREAGH

Vittorio Frigerio,
La Littérature de l'anarchisme. Anarchistes
de lettres et lettrés face à l'anarchisme,
Éditions littéraires et linguistiques de
l'Université de Grenoble (ELLUG),
Grenoble, 2014, 390 p.

Le faible intérêt des organisations anarchistes françaises contemporaines à l'égard des belles-lettres, confiées aux soins de petits éditeurs courageux, contraste avec l'importance que les journaux libertaires accordaient au roman ou à la nouvelle à l'époque où ils tiraient à des milliers d'exemplaires à l'intention des classes populaires. Quelques ouvrages de qualité ont déjà étudié certains thèmes de cette littérature ; ils en ont tiré des conclusions divergentes et qui piquent la curiosité ; enfin, ils se sont attachés à cette période de grande visibilité du mouvement, depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'en 1914.

La Littérature de l'anarchisme rappelle ces thèses, suggère de nouvelles conclusions et s'étend jusqu'aux années 1930. L'auteur tire la leçon de ses travaux antérieurs sur les rapports complexes des anarchistes avec Émile Zola pour examiner les deux facettes de la question : l'image de l'anarchiste dans la littérature « reconnue » et la création littéraire chez les anarchistes.

Faisant un pied de nez à ceux qui font la fine bouche au sujet des qualités littéraires de tel ou tel « écrivain » anarchiste, V. Frigerio consacre un quart du livre à exposer la masse d'idées préconçues et de clichés entretenus ou créés par les hommes de lettres de l'establishment et

les thèmes réactionnaires ou petit-bourgeois de ceux qui prétendent ne faire que de « l'art pour l'art. »

Un dépouillement très consciencieux de la presse militante montre l'importance accordée au genre littéraire : rubriques consacrées au compte-rendu de lectures, critiques (souvent virulentes), sont souvent accompagnées de suppléments littéraires qui font découvrir au monde ouvrier des textes d'écrivains de renom, et aussi une production spécifique entretenue par des amateurs occasionnels, des journalistes militants, des écrivains sympathisants, et parfois des auteurs d'avant-garde.

Des structures récurrentes apparaissent : le récit prend toujours pour point de départ la description d'une victime et « l'identification de la situation à dénoncer » vécue par les milieux populaires. Deux genres l'emportent : la tranche de vie et l'allégorie ou parabole. Les styles varient, l'humour et la parodie ne sont pas absents, les thèmes sont multiples : l'amour libre, la condition féminine, l'antimilitarisme... La forme d'expression la plus souvent choisie est la nouvelle.

L'ouvrage, qui se consacre essentiellement aux écrits de langue française, relève les traits permanents de cette littérature et, passant en revue une brochette d'écrivains consacrés mais aussi de grands inconnus, peut être considéré à la fois comme un sujet de réflexion pour les choix éditoriaux à venir mais surtout comme un ouvrage de référence pour l'ensemble de cette littérature.

RONALD CREAGH

Valérie Igounet, *Le Front national de 1972 à nos jours, le parti, les hommes, les idées*, Le Seuil, 2014, 496 p.

Spécialiste de l'extrême droite et du négationnisme, l'historienne Valérie Igounet nous livre un passionnant ouvrage, riche de documents inédits et de longs entretiens avec les principaux protagonistes de l'histoire du FN, ce parti rassembleur de l'extrême droite qui, après quarante années d'existence chaotique, jalonnée de hauts et de bas mais actuellement à son zénith, est passé d'une fonction tribunicienne symbolisée par son fondateur, Jean-Marie Le Pen, à une fonction gouvernementale incarnée par son actuelle présidente, Marine Le Pen, la fille cadette aux manettes depuis 2012.

Parti de 0,18 % lors de la présidentielle de juin 1981, le FN rassemble aujourd'hui 25 % des suffrages exprimés, se proclamant « premier parti de France », apte à prendre en main les destinées du pays.

Mais chaque percée électorale est à chaque fois contrebalancée par les dérapages « contrôlés » du vieux lion, nostalgique invétéré de la France de Vichy, aux saillies antisémites et négationnistes répétées qui lui ont valu de nombreuses

condamnations qu'il porte comme autant de décorations, au grand dam de sa fille adepte forcenée du lissage du discours FN afin de lui donner ce vernis respectable qui lui permettrait enfin de jouer dans la cour des grands et d'arriver au pouvoir, forte de son tripode : au binôme initial immigration/insécurité s'est adjoint le thème de la justice sociale, surfant sur les décombres d'une gauche en décomposition qui a perdu tous ses repères, faute notamment d'une présence sur le terrain, terrain par contre méthodiquement investi par des militants FN qui au fil du temps ont su s'implanter dans les différentes strates catégorielles de la population.

Mais si l'opération de « dédiablelisation », lancée d'abord par Bruno Mégret dans les années 1990, est actuellement reprise avec succès par Marine Le Pen, ne nous y trompons pas.

Le Front national reste le parti de la haine, du rejet de l'Autre, hier le juif cosmopolite, aujourd'hui l'Arabe terroriste.

Il nous faut déconstruire la respectabilité de façade de ce parti qui reste intrinsèquement fasciste, et l'ouvrage de Valérie Igounet permet d'y contribuer.

JEAN-JACQUES GANDINI

Dans les poches

Le premier tirage des *Anarchistes. Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone* a été vite épuisé ; moins d'un an après sa parution, il est réédité en format de poche, 864 pages, 15 euros, une aubaine. L'acquisition du livre donne accès au site internet où les notices biographiques ne cessent de s'accroître.

Signalons aussi la réédition de *La Révolution par l'État, une nouvelle classe dirigeante en Amérique latine*, de Louis Mercier (Payot, 1^{re} éd. 1977), dont *Réfractions* a publié dans son numéro 30 la préface de Jean-Pierre Lavaud (« La technobureaucratie dirigeante d'Amérique latine. L'analyse de Louis Mercier Vega »). 272 pages, 11 euros.

M. E.

Amérique(s) anarchiste(s), expressions libertaires du XIX^e au XXI^e siècle, sous la dir. de Paola Domingo et al., Paris, Nada-Noir et rouge, 2014, 492 p.

C'est à une « cartographie inédite des Amériques » qu'invite cet ouvrage, fruit d'un colloque tenu à Montpellier en 2013. Riche idée, riche moisson. Les auteurs, universitaires ou non, qui viennent des Amériques et de France, parlent d'abord de la grande période de développement du mouvement anarchiste, de ses origines jusque vers 1930, puis de quelques situations actuelles.

On se promène parmi la foisonnante presse anarchiste, avec des contributions sur des titres célèbres, *Regeneración*, *La Protesta*, ou moins, *The Firebrand* à Portland (qui se finançait notamment par la

récolte du foin et du houblon et acceptait des paiements de toute nature pour l'abonnement) ou *Los Parias* du Péruvien Manuel González Prada. Les écoles, athénées et bibliothèques ont la part belle, au Mexique, au Brésil ou aux États-Unis, de même que l'art et la littérature et, sous-tendant ces titres de parties, la question de la violence, de l'action directe, jusqu'à celle des influences bibliques.

Farci d'illustrations, étayé par des bibliographies accessibles, c'est un recueil de découvertes inattendues, d'informations précises, de bilans de recherche, jamais pédants ni obscurs.

Comme les autres ouvrages de Nada, notamment la collection *America libertaria*, le livre est bien édité, bien relu, bien présenté. Chapeau aux organisatrices du colloque et aux éditeurs.

MARIANNE ENCKELL

Hervé Denès, Douceur de l'aube, L'Insomniaque, 2015, 96 p.

Nous sommes en Chine en 1964 à la veille de la « Révolution culturelle ». Un jeune Parisien enseignant le français et étudiant le chinois noue un lien amoureux et clandestin avec Hsi Hsiao-jeou (Douceur de l'aube), une de ses élèves. C'était ignorer les consignes du Parti communiste et la surveillance de la police. La jeune femme est exilée. L'auteur apprendra bien plus

tard que son amie, revenue à Nankin au beau milieu des affrontements sanglants, fut sommée de se présenter devant une assemblée du peuple pour y être accusée du crime d'« intelligence avec l'étranger ». Refusant cette humiliation, Douceur de l'aube se jette dans le vide du haut des bâtiments de l'université renouant ainsi avec la tradition du suicide comme protestation politique suprême.

A. B.

ANARCHISME

Compléments bibliographiques sur l'extrême droite

Une sélection d'ouvrages récents qui nous semblent intéressants pour penser la situation actuelle, sur base de leur présentation par les éditeurs.

Zvonimir Novak, *Tricolores. Une histoire visuelle de la droite et de l'extrême droite, L'Échappée, 2011, 304 p.*

Ce livre raconte l'histoire visuelle de la droite et de l'extrême droite en France depuis 1880. Analyser la production graphique et confronter les thématiques de ces courants politiques permet de saisir leur idéologie et de comprendre leur histoire. Quels symboles utilisent-ils ? Quelles valeurs défendent-ils ? Qu'en est-il du racisme et de la xénophobie ? Existe-t-il toujours une imagerie antisémite ? Comment sont représentés la gauche, les femmes, les jeunes, etc. ? Laissons parler les petits papiers, en sachant qu'une bonne image ne s'oublie jamais !

Sebastián Cortés, *Antifascisme radical ? Sur la nature industrielle du fascisme, Éditions CNT-RP, 2015, 120 p.*

Qu'est-ce que l'antifascisme et en quoi en existerait-il un de radical ? Pour répondre à cette question, l'auteur revient sur la genèse du fascisme et les conditions de son apparition. « L'industrialisme a instauré le règne de la pensée séparée des actes : d'un côté des ingénieurs qui réfléchissent et décident, de l'autre ceux qui mettent en œuvre concrètement leurs idées, c'est-

à-dire les travailleurs. » Après un exposé particulièrement documenté, il propose : « Aujourd'hui, il nous faut plus que jamais abandonner les mythes de la libération par l'automatisation des machines en général et par le numérique en particulier [...]. Ce qui manque dans l'antifascisme aujourd'hui, c'est d'accorder ses actes à sa pensée – ce dont l'industrialisme nous a dépossédés et nous dépossède toujours – afin d'avoir une conscience globale de la société et de pouvoir prendre nos affaires en main. L'antifascisme radical pourrait ainsi constituer une véritable voie vers l'émancipation individuelle et collective. »

Dominique Vidal, *Le ventre est encore fécond. Les nouvelles extrêmes droites européennes, Libertalia, 2012, 120 p.*

Au premier tour de l'élection présidentielle, le 22 avril 2012, Marine Le Pen a recueilli un million de voix de plus que son père et Bruno Mégret dix ans auparavant. Cette nouvelle avancée de l'extrême droite en France ne constitue pas un phénomène isolé en Europe : les « partis frères » du Front national frôlent ou dépassent les 10 % dans une douzaine d'États, de l'Ouest à l'Est du continent. Plusieurs d'entre eux participent déjà au pouvoir ou pourraient y parvenir prochainement. Comment s'explique cette percée, particulièrement sensible dans l'électorat populaire ? Que recouvre le « nouveau discours » de ces formations nouvelles ou en mutation ? Pourquoi sont-elles passées de l'antisémitisme à l'islamophobie ? Quel rôle joue dans leur ascension la « mise en flottement » des identités traditionnelles ?

Leur nationalisme répond-il à la peur de la mondialisation ? Peut-on comparer la menace qu'elles représentent à celle du fascisme dans les années 1920 et 1930 ?

**Dimitri Psarras, *Aube dorée.*
Le livre noir du parti nazi grec,
No Pasaran, 2014, 240 p.**

La Grèce est devenue le premier pays d'Europe à accueillir dans son Parlement un parti ouvertement nazi ayant obtenu le score non négligeable de 7% des suffrages exprimés. Le brouillard qui avait couvert le pays depuis l'éclatement de la crise économique et l'application d'une politique antisociale inédite au nom du «Mémorandum», se combinait avec la nuée noire d'une organisation qui fait d'Adolf Hitler son idole et de la violence de rue sa méthode d'ascension. Comment en sommes-nous arrivés là ? Comment cette extrême droite grecque, décriée et marginale il y a quelques années encore, parvient-elle à présent à dicter l'agenda politique en imposant ses choix radicaux au système partisan ? Comment avons-nous pu oublier la dictature ? Comment est-il possible que des citoyens de villages martyrisés par la SS votent pour un parti nazi ? Comment est-il possible que nous tolérions la dérision de l'Holocauste dans un pays dont l'écrasante majorité des citoyens juifs a été exterminée dans les camps ? Nous considérons que la transformation en parti politique bienséant d'un groupe nazi relève d'un grand scandale politique. Si nous dressons ici un inventaire détaillé de l'idéologie, de l'histoire et de l'action de l'Aube dorée, c'est pour décrypter ce qui se cache derrière les tee-shirts noirs et les

gros bras des bataillons d'assaut de cette organisation.

**Scalp Paris, *Les rats pourris.*
Une petite histoire du GUD 1968-2010,
No Pasaran, 2010, 36 p.**

Grandeur et décadence d'un groupuscule étudiant d'extrême droite à travers ses différentes formations, des années 1970 jusqu'à nos jours. Groupuscule né de l'échec de l'extrême droite étudiante en mai 1968 à peser sur les événements, le GUD a servi tour à tour d'école de formation pour la droite et l'extrême droite, de réservoir de main-d'œuvre pour les basses besognes de la droite parlementaire et parfois de filière de recrutement pour le mercenariat. Cette brochure revient sur les épisodes les plus marquants et les plus symboliques de ce groupuscule, dont la réputation depuis sa fondation est basée uniquement sur la violence physique qu'il a pu développer à l'encontre de ses ennemis politiques.

Stéphane François, *Les mystères du nazisme : aux sources d'un fantasme contemporain*, Paris, PUF, 2015, 200 p.

Cet ouvrage vient démêler la question des rapports entre l'occultisme et le nazisme. Plus précisément, il procède à la déconstruction d'un mythe, devenu au fil des ans tant un objet de fantasmes et de fascination qu'un vecteur idéologique. Il fait le point des connaissances sur le sujet pour analyser sa récupération par la droite radicale, son entrée dans la culture populaire, et enfin les raisons de la création de ce mythe, catharsis destinée à comprendre, parfois à justifier, une histoire que l'on ne s'explique pas.

Bulletin d'abonnement

Nom : Prénom :
 Adresse :
 Code Postal : Ville : Pays :
 Courriel :

Je souhaite m'abonner à *Réfractions* :

Pour 2 numéros/1 an : 26 euros/32 fr.s. (port compris)
 Pour 4 numéros/2 ans : 50 euros/60 fr.s. (port compris)
 Soutien : euros
 À partir du n°

Je joins à ce bulletin un chèque libellé à l'ordre
 des *Amis de Réfractions*, c/o Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris
 Pour la Suisse : *Noir*, 24, av. de Beaumont, CH-1012 Lausanne

Abonnement possible en ligne sur Internet : <http://refractions.plusloin.org/>
 ou par courriel : refractions@plusloin.org

Pour tout abonnement, 2 anciens n° offerts (voir liste ci-dessous)

Merci d'indiquer les n° de votre choix :

Date :

Signature :

Anciens numéros offerts pour tout abonnement

n° 8 : *Fédéralisme et autonomie*, 2002 / n° 9 : *Au-delà de l' économie : Quelle(s) alternative(s) ?*
 2002 / n° 10 : *Les anarchistes et Internet*, 2003 / n° 11 : *Faut qu'ça flambe !* 2003 / n° 12 :
Démocratie, la volonté du peuple ? 2004 / n° 14 : *Ni Dieu ni maître*, 2005 / n° 15 : *Privés,*
publics... quels services ? 2005 / n° 16 : *Les enfants, les jeunes... c'est l'anarchie !* 2006 / n° 17 :
Pouvoirs et conflictualités, 2006 / n° 19 : *Politiques de la peur*, 2007 / n° 20 : *De Mai 68 au débat*
sur la postmodernité, 2008 / n° 21 : *Territoires multiples, identités nomades*, 2008 / n° 22 :
Le réveil des illégalismes, 2009 / n° 25 : *À la recherche d'un sujet révolutionnaire*, 2010 / n° 26 :
La place du peuple, 2011.

Derniers numéros parus

n° 27 : *Libres. De quelles libertés ?*, 2011 / n° 28 : *Indignations... Occupations... Insurrections*,
 2012 / n° 29 : *Voies sexuelles, voix désirantes*, 2012 / n° 30 : *De l'État*, 2013 / n° 31 :
Les Conflits, c'est la vie !, 2013 / n° 32 : *Entre techno et éco : quelle logique pour l'avenir ?*,
 2014 / n° 33 : *De la nature humaine*, 2014.